

La Montagne Montluçon 06 07 2013

SAINT-VICTOR ■ Daniel Dugléry réclame une prise de responsabilités

Plastiques : toujours l'impasse

Coup de colère de Daniel Dugléry, hier matin. Le président de l'agglomération avait initié une réunion pour tenter de régler le problème du stockage de plastiques route de La Loue. Mais plusieurs « invités » lui ont fait faux bond.

Tanguy Ollivier

tanguy.ollivier@centrefrance.com

« **J**e commence à être sérieusement agacé... » Au téléphone hier matin, Daniel Dugléry fulmine. La réunion qu'il avait montée pour tenter de trouver une destination aux plastiques stockés illégalement route de La Loue a fait pschitt.



STOCKAGE. Le dossier est loin d'être réglé.

Conseil général n'étaient pas représentés. « J'ai l'impression que l'agglomération est la seule collectivité prête à assumer ses responsabilités, alors que d'autres de-

vraient le faire », enrage-t-il. Que faire de ces tonnes de plastiques stockées là par Polival et dont la qualité est si « hétérogène » qu'aucun recycleur n'en veut ? Plusieurs pistes se dégagent : l'enfouissement, l'incinération ou « une troisième solution, à l'étranger », sur laquelle Daniel Dugléry reste flou. Dans tous les cas, la facture risque d'être lourde. Qui va payer ? Pour l'heure, la question reste entière...

« investigations »

Daniel Dugléry estime que « des investigations » doivent encore être menées, le producteur étant responsable de ses déchets jusqu'à leur élimination.

Un autre stock de plastiques, entreposé dans les anciens locaux de Polival, empêche par ailleurs le repreneur Team Tex de travailler. « J'ai rencontré le patron cette semaine, révèle Daniel Dugléry. Il faut se mobiliser car il souhaite créer une vingtaine d'emplois supplémentaires d'ici la fin de l'année. » ■

Qui va payer la facture de l'enlèvement des déchets ?

Le président de l'agglomération refuse de dire qui a décliné l'invitation, « alors que tout le monde s'était engagé », mais selon nos informations, l'État et le

■ La FAN réclame des sanctions

La Fédération Allier Nature a réagi hier soir, par le biais d'un communiqué envoyé à *La Montagne*. L'association de protection de l'environnement s'étonne de ne pas avoir été invitée à la réunion d'hier. « Pourquoi le Conseil général, qui a financé un projet devenu un désastre économique et environnemental serait-il plus légitime ? » Rappelant que le conseil régional a également versé « 240.000 euros à Polival », la FAN s'oppose à une évacuation des déchets « aux frais du contribuable » et réclame des informations sur la toxicité des plastiques. L'association demande également la verbalisation des dirigeants de Polival pour le « délit d'exploitation sans autorisation » et le délit de non-respect de la mise en demeure d'enlèvement des déchets.